

Mairie de Ban-de-Laveline

2, Place Eugène Grandjean
88520 Ban-de-Laveline



Monsieur le Préfet des Vosges
Préfecture des Vosges
Place Foch
88026 EPINAL cedex

Le 19 décembre 2018

Objet : Expression des citoyens

Monsieur le Préfet,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous transmettre la synthèse des débats de la réunion publique d'expression des citoyens que j'ai organisée à la salle des fêtes de Ban-de-Laveline en date du vendredi 14 décembre 2018 à 19 heures.

En préambule, voici le texte d'invitation publié une semaine avant cette réunion, visant à informer les citoyens de la tenue de cette réunion et de ses objectifs :

« Citoyens, venez vous exprimer !

Afin que chacun puisse exprimer ses revendications et ses doléances, avec la certitude qu'elles seront transmises au Gouvernement, j'organise comme promis la semaine dernière une réunion publique VENDREDI 14 DÉCEMBRE de 19 heures à 20h30 à la salle des fêtes de Ban-de-Laveline, et cela sans attendre la consultation annoncée par l'Etat.

Toutes vos remarques seront notées dans un compte-rendu rédigé en temps réel, en toute transparence, visible sur l'écran géant de la salle, sans censure, sans retrait ni ajout. Le secrétariat de cette réunion sera assuré par Lydie Dumoulin, personne sérieuse et compétente et qui s'est fortement impliquée dans le mouvement des Gilets Jaunes, notamment au rond-point de Frapelle. Les prises de parole seront gérées par Jean-Michel Margraitte. Cette réunion est bien sûr ouverte à tous, sans considération de limite géographique.

Le but de cette réunion publique, qui doit se dérouler dans un véritable esprit de FRATERNITÉ (j'y veillerai), est de vous permettre de vous exprimer clairement et de façon constructive, autrement que par des pancartes brèves dans un rond-point (mode d'expression que je respecte mais qui a ses limites) ou par des remarques souvent mal comprises dans les réseaux sociaux. Bien sûr, ce débat public n'a pas pour objectif de mettre tout le monde d'accord, c'est impossible ; mais son but est de vous offrir un lieu d'expression libre, dans le respect de chacun, et de faire remonter immédiatement ce vous ressentez comme citoyens impliqués.

Vous avez la certitude que toutes vos revendications seront transmises sans modification au Gouvernement via Monsieur le Préfet, par mon intermédiaire. Le compte-rendu sera également disponible sur internet.

C'est ainsi que je conçois ma fonction de Maire, dont tous les actes doivent se faire au service de la population et à la recherche constante du lien social, de la solidarité et de la fraternité. Ban-de-Laveline est une commune qui se veut dynamique et combative, mais qui rencontre elle aussi les problématiques des zones rurales péri-urbaines ; c'est pourquoi il est essentiel qu'un tel débat se tienne dans notre territoire.

Faites savoir, et partagez ! »

Une quarantaine de personnes a participé à cette réunion publique qui s'est muée, à ma grande satisfaction, en un réel débat public, dans une ambiance constructive et respectueuse. Comme indiqué dans ce texte, voici, de façon synthétique, mais sans ajout ni retrait, la teneur des sujets abordés et débattus. Il est évident que certaines de ces doléances peuvent être contradictoires entre elles. Mais le but de cette réunion était de recenser les points de vue, et non d'aboutir à un document signé par tous.

Je les ai regroupés, autant que possible, en 9 chapitres.

Concernant le pouvoir d'achat

- Redonner sa valeur au travail : le travail ne paie pas suffisamment ; il est intolérable que des salariés travaillant à temps plein rencontrent les plus grandes difficultés à terminer le mois
- Revaloriser toutes les retraites
- Indexer les retraites sur l'inflation
- Revaloriser le minimum vieillesse à un seuil de 1 000 € au moins

Concernant la fiscalité

- Lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale, véritable fléau budgétaire mais également social, car il révolte les contribuables honnêtes
- Mieux comprendre l'utilisation de l'argent collecté par la fiscalité : à quoi servent nos impôts
- Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité
- Baisser les taxes sur les carburants
- Baisser les charges pesant sur les salaires
- Rétablir l'ISF

Concernant la citoyenneté

- Donner aux citoyens la possibilité de s'exprimer démocratiquement, en plus des scrutins prévus dans le calendrier électoral (démocratie plus participative)
- Constat d'une crise profonde de la représentativité au Parlement
- Débattre de la politique d'immigration, et notamment des droits à mettre en parallèle aux devoirs demandés aux immigrants

Concernant nos Institutions

- Supprimer le Sénat
- Diminuer le nombre de députés et de sénateurs
- S'assurer de l'exercice effectif des mandats des élus, et donc limiter le cumul des mandats
- Instaurer un Référendum d'Initiative Citoyenne
- Reconnaître le vote blanc et le vote nul
- Revoir à la baisse le rôle des intercommunalités, qui éloignent les citoyens des lieux de prise de décision
- S'interroger sur le pouvoir réel de nos dirigeants face aux intérêts financiers mondiaux
- Diminuer le nombre de ministres
- Supprimer les avantages accordés aux anciens ministres et Présidents après qu'ils ont quitté leurs fonctions
- Modérer le faste républicain, parfois inutile et coûteux
- Mettre en application les recommandations de la Cour des Comptes quand celle-ci pointe des dysfonctionnements (dans la gestion de l'Etat ou des collectivités)

Concernant l'Europe

- Débattre de la sortie de la France de l'Union Européenne
- Construire une Europe humaniste et citoyenne, et non une Europe comptable et obnubilée par des critères financiers

Concernant les élus

- Restaurer l'exemplarité des élus
- Lutter plus efficacement contre la corruption
- Développer le rôle des maires, maillons essentiels de la République

Concernant la transition écologique et l'aménagement du territoire

- Développer les transports publics en zone rurale
- Réinstaller ou conforter les services publics en zone rurale
- Accorder plus d'avantages fiscaux ou d'aides aux investissements des ménages pour économiser l'énergie ; passer d'une écologie punitive à une écologie incitative et citoyenne
- Développer réellement les circuits courts de distribution, notamment sur le plan alimentaire
- S'interroger sur l'intérêt réel du compteur Linky
- Lutter contre la destruction environnementale causée par les multinationales

Concernant la situation économique générale

- Donner aux artisans et aux PME-TPE le pouvoir de lutter contre l'influence des grands groupes internationaux et leurs filiales locales, qui imposent leurs normes et leurs conditions (notamment dans les appels d'offre) et qui, de ce fait, mettent hors-jeu les entreprises artisanales et de petite taille
- Simplifier la réglementation et les normes, que les PME-TPE et artisans ne peuvent matériellement et financièrement pas mettre en œuvre
- Réserver le CICE aux PME, et non aux grands groupes internationaux qui en profitent pour faire de l'optimisation fiscale
- Nationaliser ou re-nationaliser des secteurs stratégiques comme l'énergie, les transports, les autoroutes
- Revenir à une gestion non comptable et financière des hôpitaux
- Replacer le patient au centre du système de santé
- Revaloriser le SMIC
- Protéger le système social français, mis à mal par la recherche sans limite de la compétitivité au niveau mondial
- Stopper l'endettement de l'Etat
- Arrêter de rembourser la dette de l'Etat

Concernant l'éducation

- Limiter le nombre d'élève à 25 par classe, pour tous les niveaux
- Valoriser réellement l'apprentissage
- Remettre à plat le système d'orientation en général, et notamment post-baccalauréat

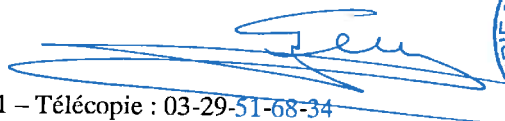
Il a été également dit que les mesures annoncées par M. le Président de la République lors de son intervention du lundi 3 décembre vont dans le bon sens, que c'est un bon début, mais que celles-ci sont très nettement insuffisantes.

Les participants apportent leur soutien aux revendications portées par le mouvement des Gilets Jaunes. La violence, quelle que soit son origine, est clairement condamnée. La violence la plus inadmissible vient des casseurs. Les forces de l'ordre font parfois un usage excessif des moyens de maintien de l'ordre. Il faut entendre la souffrance sourde du pays qui couve depuis des années.

La clef de compréhension de ce mouvement populaire semble être, selon les participants, l'inégale répartition des richesses qui a atteint un point intolérable. Seule une meilleure justice sociale, économique et fiscale permettront de sortir de l'impasse.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Maire,
Stéphane DEMANGE



Téléphone : 03-29-51-78-01 – Télécopie : 03-29-51-68-34

E. mail : contact@mairie-bandelaveline.fr